



Vendredi 21 octobre 2011
Ateliers de production

Les ateliers de production, articulés en deux phases d'une heure et demie, visent la réflexion et la production collectives sur une thématique précise. En amont de ces ateliers, une note préparatoire a été distribuée aux inscrits, pour donner le cadre de la matière à débat et fixer des objectifs précis.

En adéquation avec leur parcours de formation, les stagiaires DEJEPS de GRAINE Aquitaine ont préparé cette note de problématique sur chaque thématique d'atelier, s'appropriant ainsi les enjeux et participant à la préparation du travail prévu lors des rencontres.

Voici, pour chaque atelier, la note de problématique (partie grisée) et la restitution de ce qui a été produit.

Alimentation : comment garder l'eau à la bouche ?

Animation : Vincent Van Lacken, directeur de l'Instance Régionale d'Education et de la Promotion de la Santé Aquitaine (IREPS) et Cyril Constant, stagiaire de la formation DEJEPS.

Rapport : Barbara Charbit et Oihana Malandain, stagiaires de la formation DEJEPS.

Témoignage : Laëtitia Ghisalberti, responsable du pôle alimentation du Service Régional de l'Alimentation (SRAL) au sein de la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt d'Aquitaine (DRAAF).

Les produits les plus caloriques sont les moins chers : par exemple, 100 calories de brocolis sont plus chères que 100 calories de chips. Lancer une campagne comme *Manger 5 fruits et légumes par jour* est-elle économiquement viable pour les populations les plus défavorisées ? Le discours officiel peut sembler simplificateur ; en exemple, celui sur l'obésité, formulé en cri d'alarme, il marque les esprits mais qu'en est-il de la véritable situation ? Comment parler du goût dans cette cacophonie diététique ?

La France a toujours eu un lien particulier avec sa « table », c'est un espace social structurant. Le temps consacré au repas est élevé mais il diminue pour sa préparation. Nous faisons « à manger » en semaine et faisons « la cuisine » le week-end. Les Français portent une attention toute particulière à la qualité et au goût des aliments, à la convivialité du repas mais s'inquiètent sur l'éventuelle pollution du contenu de leur assiette. Nous entendons de plus en plus parler dans les médias des intoxications alimentaires graves, d'où une méfiance grandissante.

Aujourd'hui, l'inquiétude autour des risques de santé prend le pas sur le bien-être que des produits de qualité peuvent apporter à nos papilles.

Quels leviers et approches pédagogiques l'éducation à l'environnement doit-elle adopter ?

L'objectif de l'atelier est d'articuler la réflexion sur trois points :

1. Identifier des thématiques liées à l'alimentation
2. Réfléchir sur le contenu du discours ambiant relatif aux thématiques identifiées (quels messages, quelles valeurs..?)
3. Proposer des approches et leviers possibles en matière d'éducation / sensibilisation (comment garder « l'eau à la bouche »?)

L'atelier de production s'est déroulé en deux temps :

1. Présentation des actions de la DRAAF dans le cadre du plan national alimentation par Laëtitia Ghisalberti et débats avec les participants
2. Constitution des groupes de travail :
 - 1^{ère} thématique : Comment aborder la dimension « plaisir » avec les scolaires ?
 - 2^{ème} thématique : Comment mobiliser les décideurs sur la question de l'alimentation et du plaisir de manger ?

1. Les actions de la DRAAF dans le cadre PNA

2008 : Plan national pour une alimentation sûre, diversifiée et durable.

2009 : Plans régionaux de l'offre alimentaire

2011 : les actions menées en Aquitaine selon les 4 axes du Plan National Alimentation :

- Faciliter l'accès de tous à une alimentation de qualité, notamment les plus jeunes et les personnes en situation de précarité.
- Améliorer l'offre alimentaire : la qualité des produits alimentaires, les repas en restauration collective.
- Améliorer la connaissance et l'information alimentaire (consommateurs).
- Préserver et promouvoir le patrimoine alimentaire et culinaire français.

Suite au débat les participants se sont répartis en trois groupes de travail autour des deux thématiques.

2. Travail de groupe

> Comment aborder la notion de plaisir de manger avec les publics scolaires ?

Groupe 1 :

La pédagogie d'investigation s'appuie sur le questionnement des élèves sur le monde réel. Le groupe propose une méthode en 3 étapes :

1^{ère} étape : travail sur les représentations des enfants. Question de départ : qu'est-ce que le plaisir dans l'alimentation ?

2^{ème} étape : - choix d'un thème, découverte et orientation pédagogique qui en découle

- approche sensorielle de l'alimentation
- saisonnalité des fruits et légumes
- plaisir d'apprendre et de se construire

Est notée l'importance de la législation : par exemple, l'utilisation du *Hazard Analysis Critical Control Point*, méthode et principes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments (l'HACCP). Ce système identifie, évalue et maîtrise les dangers significatifs au regard de la sécurité des aliments.

3^{ème} étape : la question de départ est posée de nouveau.

Groupe 2 :

La question centrale est : *le plaisir dans l'alimentation... comment l'atteindre ?* Cette notion apparaît très subjective et ne peut être un but en soi, dans le contexte de l'éducation nationale.

La question à se poser est *Comment les enfants prennent du plaisir dans l'apprentissage ?* Le groupe propose une méthode participative où les enfants sont acteurs, en diversifiant les approches pédagogiques.

> Comment mobiliser les décideurs sur la question de l'alimentation et du plaisir ?

Groupe 3 :

Pour mobiliser les décideurs, les acteurs de l'éducation à l'alimentation doivent légitimer leurs actions. Cela passe notamment par :

- l'utilisation de logos étatiques sur les projets : « Plan National Nutrition Santé (PNNS) », *Bien manger c'est l'affaire de tous*
- par la connaissance des appels à projet (ex. : relais DRAAF). Le groupe propose d'organiser un séminaire qui valorise la thématique auprès des décideurs (élus, ...) et de développer un réseau pour la mutualisation des outils.

Risques pollutions, nuisances : il faut voir comme on nous parle.

Animation et témoignage : Hélène Roche-Dallay, responsable de la communication à AIRAQ (Association Agréée pour la Surveillance de la Qualité de l'Air en Aquitaine)

Rapport : Florian Houdelot et Charlotte Parseaud, Stagiaires de la formation DEJEPS.

Témoignages :

Régis Boulanger, de l'Agence Régionale pour la Santé (ARS, antenne 24) : expérience en matière de prévention des risques auditifs.

Ludovic Barbut de l'association Virus : présentation du spectacle *Yes ouïe can*, spectacle pédagogique sur les risques auditifs.

Pour sortir des discours anxiogènes et des injonctions moralisatrices, comment en parler pour que chacun, loin d'être résigné ou impuissant, ait envie de s'engager à sa façon ?

La relation entre la santé humaine et l'environnement devient un enjeu de plus en plus important. De l'incident à la catastrophe naturelle et/ou humaine, nous ne manquons pas d'être alertés. L'équilibre de la chaîne écologique ainsi que notre qualité de vie, sont remis en cause.

Force est de constater que depuis 30 ans et les premiers pas des éducateurs à l'environnement, le monde a changé, ses habitudes aussi. Le discours d'antan, aujourd'hui ancré dans l'inconscient collectif, semble induire divers comportements : la peur, l'indifférence, la résignation voire l'opposition. Tel qu'il est formulé par les acteurs de l'éducation à l'environnement, ce discours s'essouffle.

Le choix est fait dans cet atelier de ne pas définir ou lister les types de risques, les pollutions et les nuisances. L'objectif est de réfléchir à la manière d'aborder ces sujets auprès des publics.

En partant du constat que la santé fait partie intégrante des relations homme-environnement, c'est autour de trois questions que s'articulera la réflexion :

- quels messages transmettre ? (contenu, place de la connaissance,...)
- à qui ? (publics)
- par quels moyens ? (outils et supports)

Pour commencer, quelques notions de base de la communication sont rappelées. Hélène Roche-Dallay expose ce qui est mis en œuvre par AIRAQ dans ce domaine. Elle nous invite à réfléchir : quelles cibles pour quels messages et quels messages pour quelles cibles ?

Ensuite, le groupe se divise en deux, dans le but de structurer la réflexion. Ce qu'il en ressort :

- ne pas se reposer sur un message moralisateur, culpabilisant ou qui induit de la peur.
- proposer une ouverture dans le message.
- penser à la crédibilité de son discours, puis à sa mise en œuvre dans l'action.
- ajuster sa posture vers un message positif.
- transmettre du savoir de manière objective, en amont des mises en garde.
- mettre la cible en position d'écoute (détente).
- rendre le message perceptible pour une meilleure compréhension.

Les participants s'interrogent sur la cible, le message et les moyens, ainsi que sur la prise en compte du facteur temps, c'est à dire du temps imparti pour la transmission du message.

L'atelier de production a abouti à la création d'un outil de travail sous la forme d'un tableau, synthétisant le travail commun des deux groupes et ré-exploitable *in situ* :

État des lieux	Cibles	Types de messages	Comment	Où / Quand

Habitat sain et citoyen : construire et se construire

Animation : Vincent Bergeot, coordinateur Gironde de l'association Les Petits Débrouillards

Rapport : Blandine Vasselon et Frédéric Devienne, stagiaires de la formation DEJEPS.

Témoignage : Thomas Nesme, Habicoop et association H'Nord.

Comment mettre de la cohérence dans nos lieux de vie pour une éducation à l'environnement et au mieux-être ? L'objectif de cet atelier est de permettre une réflexion et une production collectives sur le thème de l'habitat sain et citoyen.

Habitat, un enjeu majeur

Biologiquement nécessaire à l'individu pour assurer sa protection contre les aléas climatiques et lui permettre de se reposer et se protéger, l'habitat joue un rôle très important pour son bon fonctionnement physique et psychique. La qualité du logement, et plus largement du lieu de vie, influence ainsi la santé, l'équilibre nerveux des habitants ainsi que leurs relations sociales.

L'habitat est donc un lieu où l'homme doit pouvoir vivre et s'épanouir tout en tenant compte de l'impact sur son environnement. Préserver et maintenir son intégrité écologique est donc devenu un enjeu majeur.

Dans un contexte d'urbanisation éclatée et grandissante, l'acte de construire et d'habiter a de multiples impacts environnementaux, sanitaires et sociaux : précarité énergétique, insalubrité, nuisances sonores, promiscuité, accessibilité, inégalités, manque de mixité sociale, etc.

Devant ces constats, les enjeux de l'habitat sont désormais les suivants : limiter l'impact de l'habitat sur la santé et l'environnement, comprendre d'autres pratiques de construction, envisager tous les aspects d'un habitat écologique, de la maîtrise de l'énergie, des matériaux, de la forme des bâtiments, de la gestion de l'eau et enfin le lien entre l'habitant et le quartier...

... vers plus de cohérence pour l'habitant sans son logement, de son logement dans le lieu de vie, du lieu de vie dans le quartier, du quartier dans le village ou dans la ville.

Habitat et santé

Un lieu de vie à construire pour préserver la santé, le bien-être et l'environnement de tous. Dans les pays développés, nous passons de 80 à 90% de notre temps à l'intérieur des bâtiments. L'habitat et l'environnement bâti en général, peuvent favoriser le bien-être de chacun ou au contraire être à l'origine de souffrances. Un habitat sain est donc déterminant pour l'état de santé : il ne diminue pas seulement les risques de maladies, il permet aussi d'améliorer la qualité de vie et le bien-être de ses habitants. L'Organisation Mondiale de la Santé offre un cadre théorique intéressant en adoptant une définition de l'habitat sain se référant à quatre dimensions reliées entre elles : la structure physique de l'habitat, les occupants du logement, le quartier et le voisinage. Cette définition met ainsi en avant la dimension psycho-sociale de l'habitat en ne la limitant pas aux seuls aspects physiques, chimiques ou biologiques du bâti. Mais alors comment mieux habiter le lieu où l'on se trouve ? Comment impliquer tous les acteurs (habitants, enfants, parents, équipes pédagogiques, élus, bâtisseurs, bailleurs, etc.) et les amener à « faire ensemble », vers un habitat sain ?

Habitat et citoyenneté

Un lieu de vie comme fondement de la construction de soi et des autres.

Il s'agit ici de repenser l'acte de construire avec les habitants et les utilisateurs du lieu dans une perspective de mieux-vivre chez soi et ensemble sur un territoire.

Imaginons de nouvelles formes d'habiter prenant en compte la participation de tous : éco-quartiers, éco-résidences, éco-centres, coopératives d'habitants, habitats groupés, etc. De nombreuses expériences existent et on pourrait s'en inspirer.

Des réponses complémentaires peuvent être apportées : la consommation raisonnée d'espace et d'énergie (disparition des terres au profit du logement individuel, quantité et qualité d'énergie consommée et produite, distance domicile-travail...), des outils pour concrétiser nos intentions de solidarité, d'entraide et de participation, des formes d'habitat qui privilégient la mixité sociale (rôle des bailleurs sociaux et implication des locataires), d'échanges, de solidarité et de convivialité.

Mais avec quels acteurs œuvrer et qui mobiliser ? Quels outils construire et utiliser ? Et surtout comment et où poser la première brique d'une réalisation complexe et durable

1. Témoignage & échanges

Thomas Nesme présente le projet d'éco-quartier participatif, H'Nord¹, né dans les années 2000 (H pour hangars des quais et Nord pour Bordeaux Nord) qui vise à réhabiliter une ancienne zone industrielle portuaire. Un projet :

- ✓ *écologique*, tant dans sa construction que dans sa gestion,
- ✓ *social*, qui encourage la mixité,
- ✓ *participatif*, où les habitants sont organisés en coopérative et partagent des espaces.

D'une part, les échanges ont montré que nous sommes à la croisée de plusieurs enjeux à réinterroger : la relation aux autres, à l'espace et au temps, au matériel et à la pensée, aux ressources et à l'énergie, les dimensions psychosociale et culturelle, l'orientation juridique et la relation bailleur/locataire.

D'autre part, ils ont permis l'identification et la compréhension de :

↳ Leviers...

Il y a une *rencontre* entre le *cadre* posé par la collectivité et la volonté des habitants de s'approprier leur futur lieu de vie. Un *urbaniste*, un *architecte*, peuvent ensuite les accompagner. Ils sont locataires *et* collectivement gestionnaires. Ce statut permet d'éviter la spéculation et aux habitants de revendre leurs parts sociales.

↳ ... et freins

Le problème central est le *temps* que prend la construction. De plus, ces projets ne sont aujourd'hui *pas accessibles à tous* et manquent de visibilité. Enfin, la *notion d'éco-quartier est galvaudée* : individualisme, tout sécuritaire, construction sur des espaces naturels, densification de l'habitat, distension du lien social...

2. Messages & pistes d'actions

Séparé en deux, le groupe est amené à exploiter deux thèmes, permettant ainsi de retenir plusieurs messages, vers des pistes d'actions :

Les thèmes	Les messages
La conception, l'aménagement de l'habitat, la construction et les matériaux	L'habitat ne se limite pas aux matériaux et n'est pas définitif ; La relation intérieur/extérieur doit garantir une bonne gestion des ressources et une ouverture aux autres ;
La relation à l'habitat, aux autres, à soi	La notion de propriété est à redéfinir en lien avec les notions de partage et d'appropriation de l'habitat ; Reconstruire la relation à l'habitat en lien avec la place de l'enfant.

¹ Programme H'Nord : http://hnord.org/lib/exe/fetch.php?media=association:programme_8_juin_2010.pdf

Les objectifs	Les pistes d'actions
<p>Permettre l'accès à l'information, à l'accompagnement et aux échanges de compétences</p> <p>Faire se rencontrer les habitants, les acteurs de l'éducation à l'environnement, de l'éducation populaire, de l'éducation nationale, les collectivités, les professionnels</p> <p>Garantir la relation à l'habitat vers une prise de conscience durable</p>	<p>Co-former les professionnels aux pratiques de construction ;</p> <p>Mener et valoriser des actions de sensibilisation et de co-formation aux matériaux (chantiers participatifs...), pour les enfants et les familles ;</p> <p>Créer un centre de ressources aquitain ;</p> <p>S'appuyer sur un réseau d'éducation à l'environnement comme GRAINE Aquitaine.</p>

3. Pour aller plus loin...

Le témoignage a orienté les échanges sur l'habitat citoyen. La restitution a apporté des pistes d'ouverture : réseaux PACT², RAPPEL³, Association Terre de liens⁴.

² Bâtisseurs de solidarités pour l'habitat

³ Réseau des Acteurs de la Pauvreté et Précarité Energétique dans le Logement

⁴ Le mouvement associatif Terre de Liens propose de changer le rapport à la terre, à l'agriculture, à l'alimentation et à la nature, en faisant évoluer le rapport à la propriété foncière

La santé-environnement en Accueils collectifs de mineurs

Animateur : Jacques Lachambre, directeur Education Environnement 64

Rapporteurs : Xavier Burke, René Marraud et Luc Vérisson, stagiaires de la formation DEJEPS.

Témoignages : Julie Charles GRAINE Aquitaine et Jacques Lachambre, Education Environnement 64.

Comment accompagner les équipes d'accueils collectifs de mineurs (ACM), ces acteurs qui doivent éduquer les générations futures, en intégrant les thèmes « environnement » et « santé » ?

La prise en compte de l'environnement et de la santé a toujours existé au sein des accueils collectifs de mineurs. De nombreuses équipes d'animation sont sensibilisées à l'une ou l'autre de ces thématiques ; mais peu, aujourd'hui, ont des projets qui prennent en compte ces deux notions. Les facteurs environnementaux et d'autres facteurs tels que la qualité de l'alimentation, de l'environnement intérieur (air, bruit,...) peuvent avoir des conséquences néfastes sur la santé.

La *circulaire du 23 septembre 2010*¹, relative à la prise en compte du développement durable dans les missions jeunesse, éducation populaire et vie associative, démontre les préoccupations du Ministère de la Jeunesse et des Sports pour les questions d'environnement et de santé.

En Aquitaine, dans le second Plan Régional Santé Environnement (2009-2013), qui a pour objectifs d'améliorer la connaissance, la prévention et la maîtrise de risques sanitaires liés à des facteurs environnementaux, une action spécifique vise la sensibilisation des jeunes sur leur temps de loisirs. Des structures d'accueil ne se reconnaissent pas comme étant des acteurs privilégiés du développement durable et n'ont pas (ou ne se donnent pas ?) les moyens d'agir dans ces domaines.

Bien sûr, certaines structures ont déjà mis en place des démarches environnementales, essentiellement tournées vers l'écologie (gestion des déchets, récupération de l'eau de pluie. (Cf. *rapport DRJSCS*²). En revanche, peu d'établissements d'accueil ont élaboré des projets visant à améliorer ou même informer les publics sur les risques santé. Les agendas 21 territoriaux prennent peu en compte les structures d'accueil et encore moins la question santé-environnement. Comment introduire cette question dans une logique de cohérence ? Les préconisations des acteurs de la prévention santé sont souvent difficilement applicables aux offres d'activité des organisateurs de séjours accueillant des mineurs (ex : difficulté d'application des principes d'hygiène).

La réflexion s'articule autour de trois axes :

1) Approche thématique ou démarches globales

La majorité des personnels estime que la sensibilisation du public au développement durable est une priorité. La notion de gestion de la structure et le projet pédagogique en phase avec les notions de développement durable n'apparaissent que plus tard. Cependant, tous s'accordent à reconnaître que la mise en œuvre d'une démarche de développement durable doit passer par une phase de sensibilisation et une démarche cohérente au sein de l'établissement.

Quelles pistes privilégier ? La fugacité de certains publics permet-elle des actions de sensibilisation autour de projets à long terme ? Quid de la dimension ludique ; comment « faire du DD » en s'amusant ?

2) Formation des acteurs, légitimité des formateurs

La grande majorité des actions de formation ou de sensibilisation en lien avec le développement durable est assurée par l'équipe pédagogique (80%), avec l'accompagnement d'associations spécialisées de façon minoritaire. Pourtant seulement 21 % des structures déclarent avoir eu une formation/information au préalable. La sensibilisation du public doit-elle s'accompagner d'une formation des personnels ?

1

<http://www.jeunes.gouv.fr/IMG/UserFiles/Files/Jeunesse,%20vie%20associative%20et%20developpement%20durable.pdf>

2 <http://www.aquitaine.drjscs.gouv.fr/IMG/pdf/DDACM.pdf>

3) Risque santé en ACM

De nombreux risques sanitaires peuvent concerner les ACM : des plus connus et quotidiens (ex. : alimentation, effets du soleil, bruit) à des risques sur lesquels il est moins facile d'agir (ex. : structures amiantées, risque industriel ou nucléaire, dégradation de l'eau au sein du réseau intérieur, pollution des sols ou atmosphérique) qui peut informer, et surtout, comment informer les publics sur ces pollutions quotidiennes et ponctuelles ?

Première phase de travail :

Le groupe a étudié la note de problématique fournie aux participants au préalable puis a entamé la réflexion sur le thème : Quelles actions à mettre en place pour le développement durable dans les ACM ?

Un retour a été fait sur l'étude de la DRJSCS et de GRAINE Aquitaine *Le développement durable au sein des ACM* (2011). Cette étude a servi à mesurer le niveau de connaissance, les actions mises en œuvre, puis à identifier les besoins et les attentes. Deux freins à la mise en place d'Agenda 21 ont été repérés : le manque de moyens et le manque de connaissances.

Puis est évoquée la circulaire DRJSCS du 23/09/2010 qui intègre la sensibilisation au développement durable dans les formations DRJSCS.

Plusieurs pistes de travail se sont dégagées :

- le besoin de formation
- la stratégie de formation : doit-elle s'adresser uniquement aux professionnels ou être proposée sur la libre participation individuelle ?

On identifie des éléments moteurs, incitant au développement durable dans les ACM :

- une sensibilisation des acteurs par une approche thématique ou par une démarche globale. D'où un besoin de formation, dont la question du contenu et la légitimité des formateurs a été soulevée.
- la santé environnement comme porte d'entrée pour sensibiliser les professionnels des ACM : l'alimentation, la qualité de l'air, le bruit et le risque SEVESO. Des freins ont émergé lors de cette réflexion comme le niveau de formation souhaité, le temps disponible pour former ou encore les financements.

Deuxième phase de travail :

Le groupe s'est scindé en deux ateliers de production, pour élaborer des pistes d'action.

Les participants se sont réunis autour d'une table ronde pour recueillir les initiatives :

- Ecrire le projet de structure en incluant le développement durable
- La formation au développement durable dès la formation BAFA/BAFD
- La formation des personnels permanents par une démarche globale comme un plan de formation et / ou sous une forme active pour plus de plaisir (atelier cuisine, jardin, ...)
- Des formations en éducation à l'environnement pour les directeurs d'ACM vont être créées par Uniformation dès 2012
- Toutes les actions seront bonnes pour sensibiliser le plus large public possible au développement durable : jeux vidéo, jeux de société (Bio Viva), jeux de carte, le petit cabas (IREPS : http://www.educationsante-aquitaine.fr/pub/publications/209_guide.pdf).
- Développer des outils pédagogiques : fiche type, cahier d'animation du DD, ...

Les actions à développer :

- Promouvoir, faire des outils prétextes à la discussion pour sensibiliser au DD (ex. : vidéo)
- Promouvoir l'opération Marabout, pour faciliter l'organisation de séjours
- Communiquer vers d'autres acteurs
- S'appuyer sur une carte géographique d'expériences pour les valoriser
- Agir dès la formation BAFA / BAFD